# Baccalauréat Général

## Session 2022

Épreuve : **Sciences économiques et sociales**

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

PROPOSITION DE CORRIGÉ

## **Sujet de dissertation** : **L'accumulation des facteurs de production est-elle la seule source de la croissance économique ?**

**Introduction :**

Dès le XVIIIème siècle, les économistes s'interrogent sur la nature des richesses des nations et sur les moyens de la faire croître. Ces interrogations ont connu un renouveau ces dernières décennies, puisque le rôle du progrès technique ou celui des institutions dans le processus de croissance est désormais en débat.

La croissance économique, c'est l'augmentation de la richesse d'un pays pendant une période donnée. Elle se mesure grâce à un indicateur, le produit intérieur brut (PIB), qui représente la somme des valeurs ajoutées sur le territoire, pendant une année.

La faiblesse de la croissance économique observée dans l'union européenne, depuis le début de la crise de 2008 est aujourd'hui considérée comme la principale source des difficultés économiques et du développement du chômage. Cependant on peut souligner qu'en 2021 la croissance a atteint +7% et 2,6% prévue en 2022. Le chômage a diminué de 600000 personnes en 2021 soit un taux de chômage de 7,6%, performances exceptionnelles depuis de nombreuses années.

Mais que sait-on des origines de la croissance économique ? L'accumulation des facteurs de production capital et travail est est-elle la seule source de la croissance économique ?

Quel est le rôle du progrès technique et des innovations pour la croissance économique ?

Nous nous proposons de montrer dans une première partie les sources de la croissance économique, puis nous analyserons l'origine et les effets du progrès technique.

I) Les sources de la croissance économique.

A) L'accumulation des facteurs de production.

La croissance économique se caractérise par un accroissement durable du produit intérieur brut (PIB).
Concrètement, cela signifie que la valeur des biens et services produits ne cesse d'augmenter année après année. Par exemple en France, entre 1950 et

2019, la production a été multiplié par 8. Cela signifie que la France de 2019 produisait 8 fois plus de biens et services que celle de 1950.
En 2020, à la suite de la crise sanitaire de la covid 19, le PIB de la France a diminué de 8,3%.
Les économistes ont longtemps considéré que, pour produire, deux grandes ressources étaient nécessaires. D'abord, le temps alloué aux activités productives, autrement dit le facteur travail, comme le montrent les documents 1, 2, et 4 :
La quantité de travail et donc son accumulation s'est accrue entre 2000 et 2019, on passe de 25000000 d'emplois en 2000 à plus de 28000000 en 2019, cette accumulation du facteur travail pèse sur la croissance comme le montre le document 2 : en effet en France en 2010 la croissance de 1,8% est expliquée en partie par la contribution du facteur travail : +0,5%, en 2019 cela représente +0,7%. Mais la contribution du facteur travail reste relativement faible pour la France la Corée du sud et sauf pour les états unis entre 2011 et 2018. Le document 4 montre l'effort de la dépense intérieure d'éducation : en 2019, la DIE s'élève à 160,5 milliards d'euros, ce qui représente 6,6% du PIB et contribue à la croissance économique.

Mais de nombreuses autres sources sont aussi indispensables : matières premières, machines-outils, bâtiments, logiciels. Tous ces éléments forment le facteur capital.
Comme le montre le document 2 la contribution du facteur capital à la croissance économique en France s'établit aux alentours de 0,5 de 2010 à 2019.
Alors qu'en Corée du Sud entre 2010 et 2019 la contribution du facteur capital à la croissance du PIB est d'environ 1,4%.
Aux états unis elle varie entre 0,6 et 0,8%.
Le taux d'investissement des entreprises non financières dans la valeur ajoutée s'établit à 23,5% en 2017 et mesure l'effort de l'investissement en capital.

On identifie une première source de la croissance économique : pour produire plus, il faut mobiliser plus de facteurs de production. L'accumulation des facteurs travail et capital permet d'augmenter la croissance économique. On parle de croissance extensive.

B) L'importance du progrès technique.

Au milieu des années 1950, l'économiste américain Robert Solow, reprend l'hypothèse que le PIB ne peut s'accroître que sous l'effet de l'accumulation des facteurs de production, le facteur travail et le facteur capital. Cependant, lorsqu'il étudie les données statistiques de la croissance des pays développés, Solow constate que ce modèle reste faiblement explicatif.

Une partie importante de la croissance observée, ne s'explique ni par l'accroissement du capital, ni par celui du travail, mais remarque-t-il, par une amélioration de la productivité globale des facteurs qui mesure le progrès technique (croissance intensive).

Solow attribue cette capacité de produire plus avec la même quantité de facteurs de production aux effets bénéfiques du progrès technique. Le document 2 montre bien l'importante contribution du progrès technique à la croissance mesurée par la PGF, en effet en 2017 en France sur 2,4% de croissance, 1,5% est expliquée par la contribution de la PGF. En Corée du sud la contribution de la PGF est de 4,7% en 2010 et 2,6% en 2017.

Aux états unis 1,9% en 2010 et 0,9% en 2018.

## II) L'origine et les effets du progrès technique :

### A) Le caractère endogène du progrès technique.

Reste une question centrale, d'où vient ce progrès technique ?
« De nulle part » répond Solow. Il constitue une donnée exogène(extérieure) aux activités économiques.
Or, aux débuts des années 1980, d'autres économistes américains (Paul Romer, Robert Barro) proposent de nouvelles manières d'analyser le progrès technique sous le nom de croissance endogène. Ils ne conçoivent plus le progrès technique comme exogène mais comme « fabriqué », « produit grâce à des investissements qui vont produire des innovations.
L'état est au cœur de la croissance endogène, en investissant dans la recherche développement, l'éducation et la santé.

### B) Les effets du progrès technique.

Pour les pays avancés, les innovations constituent le principal moteur de la croissance. Cependant pour que le neuf prenne sa place, il doit d'abord détruire l'ancien.
On doit à Joseph Schumpeter (1883-1950) d'avoir le premier pensé en termes ambivalents la diffusion des innovations à l'aide du concept de destruction créatrice.
Selon lui, lorsque les grappes d'innovations majeures surgissent (l'électricité, le numérique), elles rendent obsolètes les anciens produits ou les anciennes techniques de production.

**Conclusion :**

La croissance économique se mesure grâce à un indicateur : le PIB.

Elle provient de l'accumulation des facteurs de production (capital et travail).
Cependant, Robert Solow (1950), lorsqu'il étudie les données statistiques de la croissance des pays développés, constate que la croissance dépend aussi du progrès technique mesuré par la PGF.
Ce progrès technique a pour origine les innovations, il a un caractère endogène.

## Épreuve composée :

### SUJET A

EC1 : MOBILISATION DES CONNAISSANCES

EC1.1 : Les dotations factorielles se définissent comme l'ensemble des facteurs de production présents dans un pays. Ils se composent du travail, du capital et des terres, ressources naturelles. Chaque entreprise à l'intérieur du pays cherche à maximiser sa production en combinant ces facteurs de production. Selon les néoclassiques, la dotation factorielle explique la spécialisation. Tout d'abord il y a le facteur travail qui désigne l'ensemble des heures de travail effectuées par les personnes qui travaillent dans l'entreprise. On trouve également le capital qui regroupe l'ensemble des moyens de production (fixes ou circulants) permettant de produire des biens et des services (matières premières, machines, énergie). Ces facteurs expliquent la spécialisation internationale c'est-à-dire le fait qu'un pays se spécialise dans une production bien précise, une ou plusieurs productions et en exporte une partie. C'est ce que nous montre la théorie HOS (HECKSCHER, OLHIN, SAMUELSON) en expliquant que les nations ont intérêt à se spécialiser dans l'activité où leur dotation factorielle est relativement la plus abondante. Par exemple l'économie française se spécialise dans l'aéronautique car elle dispose d'une main d'œuvre qualifiée, contrairement à l'économie chinoise, qui elle, se spécialise dans le textile car elle dispose d'une main d'œuvre très abondante et peu qualifiée.

Par ailleurs, les différences de dotations factorielles expliquent les théories des avantages comparatifs et absolus. En effet selon les avantages absolus de SMITH, un pays dispose d'un avantage absolu pour la production d'un bien s'il peut produire ce bien pour un coût inférieur à celui d'un autre pays. Pour SMITH, ces deux pays ont intérêt à échanger s'ils disposent tous les deux d'un avantage absolu. De ce fait le pays qui va se spécialiser dans une production particulière le fera car il dispose d'un facteur de production abondant (exemple de la chine pour la main d'œuvre) par rapport à l'autre pays, donc il se spécialise selon sa dotation factorielle.

De même pour la théorie des avantages comparatifs qui vient compléter celle de SMITH et qui prend en compte tous les pays. Pour lui, il est mutuellement bénéfique que chaque pays se spécialise dans la production où il est relativement le plus fort. En effet, il montre qu'un pays, n'ayant pas d'avantage absolu à l'échange, peut se spécialiser dans l'activité où son avantage absolu est le moins faible. Les pays ont intérêts à échanger dès lors que chacun à une spécialisation dans les productions où il possède des avantages en termes de coûts relatifs. Ce qui suppose que le pays ou l'entreprise dispose de dotations factorielles abondantes dans un domaine particulier (exemple du drap et du vin pour l'Angleterre et le Portugal) et que les pays échangent car ils disposent d'une dotation factorielle différente.

Ainsi, Les dotations factorielles expliquent la spécialisation et l'essor des échanges entre pays.

## EC2 : ETUDE DE DOCUMENTS

Question 1 : Ce document est un tableau statistique mettant en évidence les montants annuels moyens des niveaux de vie, des prélèvements et des prestations par unité de consommation en 2019, des ménages résidant en France d'après l'INSEE. Ainsi il nous permet de mettre en évidence l'écart des prestations et des prélèvements effectués entre les différentes catégories de ménages (de la population) de la plus pauvre à la plus riche (D1 = Décile le plus pauvre et D9 = décile le plus riche). Ce document nous permet de mettre en évidence le revenu disponible avant et après (redistributions et prélèvements) dont dispose la catégorie la plus pauvre et la catégorie la plus riche mais surtout de comparer ce que perçoit comme prestations la D1 par rapport à la D9 et aussi ce que paie la plus riche par rapport à la plus pauvre. Ainsi, on peut observer que les prélèvements ne sont pas aussi importants dans la catégorie la plus riche (environ 200 euros) alors que pour les ménages les plus riches ils représentent environ 20 410 euros. Par ailleurs les redistributions ne sont pas aussi importantes chez les riches (environ 190 euros) contre 7140 euros chez les pauvres. Soit une différence de 6950 euros. Finalement, en soustrayant les prélèvements aux prestations, on peut se rendre compte que le décile 1 (les plus pauvres) a un revenu qui augmente de 212.9% alors que les plus riches (D9) ont un revenu qui diminue de 25.4% cela nous montre bien que la redistribution améliore la situation économique des plus pauvres.

Question 2 : En France comme dans le monde entier, il existe des inégalités économiques (différence de revenu) mais également des inégalités sociales (différence de milieu social, lieu d'habitation…). Pour tenter de réduire celles-ci, l'Etat mais plus particulièrement l'Etat

providence intervient avec ce que l'on appelle la justice sociale. Elle consiste à réduire les inégalités grâce à différents instruments comme la fiscalité, la redistribution comme les prestations familiales, le RSA, l'allocation chômage, la pension retraite, la CMU…) afin de viser l'égalité pour tous. Elle part donc du principe d'une solidarité collective entre toutes les personnes d'une nation. La justice sociale s'organise de deux manières différentes : Une redistribution horizontale et verticale.

La première consiste à couvrir la population des risques sociaux (risque santé, vieillesse, accident de travail, maternité, chômage). Elle se fait par le biais des prélèvements obligatoires (ce sont les cotisations salariales et patronales) = modèle BISMARCKIEN. Les salariés cotisent pour acquérir des droits pour faire face aux 5 risques. C'est ce que l'on peut voir dans le document au niveau des prélèvements dans la partie financement de la protection sociale. On peut voir que les plus pauvres ainsi que les plus riches sont prélevés mais de manière différente 190 euros contre 7730 euros annuels pour la protection sociale. Cela nous montre bien que même avec des prélèvements pour tous ce sont tout de même les plus riches qui sont prélevés. Ces prélèvements obligatoires sont ainsi redistribués (prime d'activité et minima sociaux 3350 euros pour les plus pauvres contre 70 euros pour les plus riches). Avec ceci les inégalités de revenus sont donc réduites.

La deuxième (modèle BEVERIDGE) consiste à garantir une protection égalitaire de base pour lutter contre la pauvreté. Donc seuls les plus riches sont prélevés par le biais des impôts c'est ce que l'on appelle une redistribution verticale (prendre aux plus riches pour redistribuer aux plus pauvres. C'est ce que nous montre le document à la ligne impôts directs ; les plus pauvres sont prélevés de 10 euros en moyenne par an contre 12680 pour les plus riches.

Tout ceci pour montrer que pour lutter contre les inégalités éco et sociales entre les ménages, on utilise les différents impôts et les prélèvements, on en arrive donc à avoir un niveau de vie qui progresse pour les moins riches, le revenu passe de 3260 euros en moyenne à 10200 euros en moyenne et un revenu qui baisse pour les plus riches passant de 79660 euros en moyenne à 59440 euros

## EC3 : RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

Avec les différentes révolutions industrielles et plus récemment en 1971, avec la révolution numérique, de nombreux changements dans l'organisation du travail et de l'emploi ont eu lieu. L'emploi se définit comme l'exercice d'une profession déclarée et rémunéré. On sait que

l'emploi est source d'intégration sociale mais avec ces différentes évolutions, le rôle du travail intégrateur est remis en question.

**ARGUMENTS :**

Les nouvelles organisations du travail et les nouvelles technologies amènent la polarisation de l'emploi : hausse de la catégorie des plus qualifiés et hausse de la catégorie les moins qualifiés. La technologie profite aux plus qualifiés et les moins qualifiés se retrouvent exclus (augmentation du chômage) car les machines remplacent les moins qualifiés. C'est ce que nous montre le doc 1 « ces innovations ont produit des gagnants et des perdants ». Ainsi, hausse du chômage (environ 3.9% en 1975 contre 8 % en 2020 exclusion, remise en question de l'identité professionnelle doc 3.

Par ailleurs avec les nouvelles organisations du travail, on observe une segmentation du marché du travail (division entre CDD, intérim et CDI). De plus en plus de CDD, temps partiel font leur apparition = emploi atypiques » emploi précaires « société de précariat » comme le dit CASTEL. C'est ce que l'on voit dans le document 2. En 1982 :4.1% de la population active avait un emploi CDD contre 9.1% en 2019. Ainsi remet en question rôle intégrateur car moins de revenu, moins d'accès aux activités, aux loisirs, baisse du niveau de vie.

- Développement du télétravail donc source d'exclusion de replis sur soi. Le télétravail brouille les frontières entre le travail et hors travail

- Avec les nouvelles organisations du travail, évolution de l'emploi il y a développement de la flexibilité du travail (plus d'emploi CDD, plus recours à l'intérim et au travail saisonnier comme le montre le doc 2 (0.4 en 1982 contre 2.4 en 2019) donc plus d'exclusion.

## Épreuve composée - SUJET B :

**EC1** : Les incitations sélectives se définissent comme le fait de proposer des récompenses financières ou non afin d'inciter les individus à s'engager collectivement c'est-à-dire à faire une action collective. Une action collective se définit comme le fait de s'engager politiquement ensemble pour une action (grève, manifestation). Mais il y a une remise en question de l'action collective. C'est ce que l'on appelle le paradoxe de l'action collective d'OLSON. Comme il y a des passagers clandestins, c'est-à-dire que des personnes ne se mobilisent pas mais profitent de la situation alors baisse de l'action collective. Pour remédier à cela on propose des incitations sélectives et des rétributions symboliques. Cela va venir

réduire les coûts et modifier le calcul. Par exemple, si les organisations qui représentent les participants aux actions collectives peuvent leur garantir une aide financière (caisse de soutien), l'accès à des biens ou des services à des prix compétitifs…. Donc on va inciter à s'engager collectivement.

## EC1.2 :

La politique européenne de concurrence se définit comme l'ensemble des objectifs, des instruments et des prises de décisions par la commission européenne pour encadrer et favoriser la concurrence sur le marché européen. La politique de concurrence européenne est connue comme l'une des plus strictes par rapport aux autres pays donc cela va venir réduire les échanges.

Par ailleurs, elle est reconnue pour s'opposer à la politique industrielle (ensemble des mesures interventionnistes prise par l'Etat pour développer les activités économiques), c'est-à-dire améliorer les performances d'une entreprise, l'innovation, le progrès technique, aider à être plus compétitive par le biais de subventions ou crédits d'impôts, relancer l'industrie en période de crise. Donc la politique de concurrence nuit à l'emploi, au développement national, aux grandes entreprises, aux développements des entreprises « championnes ».

## EC1.3 :

La structuration sociale se définit comme une structure sociale, une formation sociale distincte et stable dans laquelle les individus interagissent et vivent ensemble. Il peut s'agir de hiérarchisation, de classification, de groupement de membre d'une société dans un espace social.

Un espace social se définit comme une représentation du monde social selon les caractéristiques des groupes sociaux qui le composent.

On peut structurer la société en classes sociales mais également en PCS (catégories socioprofessionnelles)

Les classes sociales, les individus sont classés selon leur revenu. Marx parle de deux classes (bourgeoisie et prolétariat). Bipolarisation de la société. Marx est un Holiste il part d'un tout et de la société. Distinction entre classe en soi et classe pour soi.  Il parle également de lutte des classes. Marx est réaliste.

On parle aussi de classes sociales de WEBER qui s'oppose à MARX. Il est nominaliste. Plusieurs critères donc analyse multidimensionnelle (dimension éco, sociale et politique) mais il évoque 3 classes

Bourdieu qui évoque 3 classes en fonction des différents capitaux. Plusieurs critères et nominaliste.

Autre structuration : les catégories socioprofessionnelles. CSP en 1954 et PCS en 1982. Regroupent 486 professions et 31 catégories. Représentent une classification des individus en groupes sociaux avec comme principal critère le statut professionnel. Existe aussi d'autres critères comme le statut économique, le secteur d'activité, la nature du métier, niveau de qualification, emploi, le statut (actif ou inactif)